

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 23/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

GE THERMAL MANUFACTURING(exALSTOM POWER)

3 Avenue des Trois Chênes
90000 Belfort

Références : UID257090/SPR/MV/BM 2022 - 0923C
Code AIOT : 0005901928

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2022 dans l'établissement GE THERMAL MANUFACTURING(exALSTOM POWER) implanté 3 avenue des Trois Chênes TSA 60010 90041 BELFORT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est intervenue dans le cadre de l'épisode de sécheresse et plus particulièrement à la suite du franchissement du seuil "crise" le 10 août 2022.

En effet, la situation hydrologique actuelle, et notamment la faiblesse des débits de certains cours d'eau, a conduit le Préfet à prendre l' arrêté préfectoral n°90-2022-08-10-00001 du 10 août 2022 portant restrictions provisoire des usages de l'eau : niveau crise, pour le sous-bassin de l'Allan pour l'ensemble du département du Territoire de Belfort.

Cet arrêté préfectoral entraîne la mise en application de mesures de restriction de l'usage de l'eau plus contraignantes, et ce, quelle que soit la ressource sollicitée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GE THERMAL MANUFACTURING(exALSTOM POWER)
- 3 avenue des Trois Chênes TSA 60010 90041 BELFORT
- Code AIOT : 0005901928
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'établissement THERMAL MANUFACTURING (Groupe General Electric) est spécialisé dans la construction de turbines à vapeur. L'établissement est situé au sein d'un parc industriel comprenant par ailleurs, les sociétés GE ENERGY PRODUCTS FRANCE et ALSTOM TRANSPORT, ainsi que diverses sociétés agissant en sous-traitance. Ce parc industriel fait partie du parc d'activité dénommé "Techn'hom".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article Art. 6.2	/	Sans objet
2	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article Annexe 3	/	Sans objet
3	Origine des approvisionnement en eau	AP Complémentaire du 14/10/2021, article 3	/	Sans objet
4	Origine des approvisionnement en eau	AP Complémentaire du 14/10/2021, article 3	/	Sans objet
5	Adaptation prescriptions sur prélèvement - sécheresse	AP Complémentaire du 14/10/2021, article 7	/	Sans objet
6	Adaptation prescriptions sur prélèvement - sécheresse	AP Complémentaire du 14/10/2021, article 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place une procédure sécheresse visant à diminuer sa consommation en eau. Il effectue un relevé heure par heure de ses prélèvements en eau grâce à des compteurs connectés. Par ailleurs, il ne dépasse pas le prélèvement maximal hebdomadaire de 200 m3 imposé en cas du franchissement des seuils alerte renforcée et crise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article Art. 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits. La demande s'accompagnera a minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande. Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT concernée. En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée et devra être présentée en cas de contrôle. Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation. Un formulaire de demande de dérogation est mis à disposition sur le site internet des services de l'État.
Constats : Une dérogation avait été sollicitée fin 2021 concernant l'interdiction totale des prélèvements d'eau du site. Cette mesure n'a pas été imposée à l'exploitant lors du franchissement du niveau crise en août 2022, par ailleurs au moment de l'inspection l'exploitant respectait les niveaux de consommation d'eau qui lui sont prescrits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau. Les restrictions ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.
Constats : La société GE Steam Power System Manufacturing dispose d'un arrêté préfectoral en date du 14/10/021 fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, notamment au travers de l'article 7. Ces éléments sont détaillés plus loin dans le rapport d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, approvisionnement en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés quotidiennement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations de prélèvement d'eau disposent de compteurs connectés permettant un suivi heure par heure. Les informations sont reportées sur une plateforme informatique où sont également collectées les informations relatives aux compteurs d'électricité et de gaz.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2021, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, approvisionnement en eau

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année n, le bilan de ses consommations en eau pour l'année n-1.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) (si prélèvement dans une masse d'eau)	Équipements	Prélèvement maximal hebdomadaire (m³/semaine)	Prélèvement maximal annuel (m³/an)
réseau public AEP	BELFORT – Prélèvements de Sermamagny (4 PUIITS) (code ouvrage gr231) Prise de Mathay (code ouvrage gr551)	Alluvions du bassin de l'Allan (dont Savoureuse) - FRDG362 Le Doubs de la Confluence avec le Dessoubre a la Confluence avec l'Allan - FRDR633b	Arrivée eau de ville principale (bâtiment 320) Arrivée eau de ville CAB (avenue des sciences et de l'industrie) Arrivée eau de ville de la Porte Koechlin (uniquement en secours des autres réseaux)	250*	8000
Eaux souterraines	Alluvions de la Savoureuse	Alluvions du bassin de l'Allan (dont Savoureuse) - FRDG362	P37, P52 et pompage local CASEMATE 28	/**	/**

*Cette valeur limite hebdomadaire peut être dépassée la semaine où le remplissage des TAR a lieu (dans le cadre du nettoyage annuel).

**Ces prélèvements sont uniquement issus des pompes des puits P37, P52 et du pompage du local de la CASEMATE 28 et servent exclusivement en l'état, à l'abaissement local des niveaux d'eaux souterraines afin d'éviter une inondation des fosses et locaux. Ces pompages sont constitués comme suit :

- P37 : 2 pompes de 25,2 m³/h chacune
- P52 : 1 pompe de 30 m³/h
- Pompe local « moteur CASEMATE 28 » : 1 pompe de 25 m³/h.

Le rejet se fait dans le réseau d'évacuation des eaux usées du site.

Avant le 31/06/2022, l'exploitant met en place une redondance des systèmes de pompage sur le puits 52 et le pompage du local CASEMATE 28.

Constats : L'exploitant a transmis en mars 2022 le bilan annuel des émissions ainsi que des consommations et utilisations d'eau pour l'année 2021. La consommation totale du site est de 6 388 m³ pour l'année 2021, répartie de la manière suivante :

- 3 112 m³ soit 49% pour un usage sanitaire,
- 1 533 m³ soit 24% pour les TAR,
- 410 m³ soit 7% pour les chaufferies,
- 623 m³ soit 10 % pour divers process,
- 499 m³ soit 8 % pour les aires de lavage,
- 111 m³ soit 2% pour les circuits de refroidissement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Adaptation prescriptions sur prélèvement – sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2021, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Adaptation sécheresse

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en oeuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté lorsque sont dépassés les seuils suivants :

- seuil de vigilance,
- seuil d'alerte,
- seuil d'alerte renforcée,
- seuil de crise,

définis dans l'arrêté préfectoral cadre inter-préfectoral susvisé, définissant pour la zone des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance.

Lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par l'arrêté préfectoral, l'exploitant met en oeuvre les mesures spécifiques suivantes :

Dispositions à prendre selon le seuil				
	Vigilance	Alerte (plan économie niveau 1)	Alerte renforcée (plan économie niveau 2)	Crise (plan économie niveau 3)
Sensibilisation	Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.			
		Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en oeuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.		
Prélèvements en eau		<ul style="list-style-type: none">- un renforcement du suivi des consommations est mis en place (passage de hebdomadaire à journalier / passage de journalier à 2 fois par jour a minima).- l'exploitant intègre dans son processus de suivi des consommations un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils sécheresse.		
		<ul style="list-style-type: none">- l'arrosage des pelouses ainsi que lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité,- les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation,- les tests à l'eau (essais périodiques défense incendie, test étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité.		
		- les économies d'eau réalisées suite à la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.		
		L'exploitant étudie des modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité. La valeur limite hebdomadaire de prélèvement est abaissée à 200 m³.		
				Le préfet pourra, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements eau du site*.

*L'exploitant qui souhaite bénéficier d'une dérogation transmet au préfet une demande dûment justifiée de dérogation en explicitant le caractère absolument indispensable de l'eau pour le bon fonctionnement de ses installations, ainsi que toutes les mesures prises récemment ou à venir, visant à réduire sa consommation d'eau.
En cas de dérogation, le prélèvement est plafonné à la valeur résultante du plan d'économie niveau 2.

Constats : Concernant la sensibilisation, le personnel est informé au travers de flashs qui sont communiqués par mail et via de la communication au niveau des télévisions en salle de pause. Par ailleurs, des points sont organisés quotidiennement par les managers durant lesquels une information EHS et plus particulièrement sécheresse est effectuée. Une communication est également effectuée au niveau des sous-traitants.

Au niveau du suivi de la consommation en eau, comme indiqué précédemment les compteurs connectés permettent un suivi heure par heure. La plateforme informatique sur laquelle sont reportées les informations est accessible par l'ensemble des superviseurs.

Un point est effectué tous les matins avec le prestataire Engie et plus particulièrement en ce qui concerne les fuites. Dès qu'une fuite est suspectée, il est prévu l'intervention rapide d'une entreprise pour la recherche de fuite et éventuellement les travaux.

L'exploitant a mis en place les mesures suivantes afin de réduire la consommation en eau :

- l'arrêt des nettoyages de voirie,
- le report des opérations non urgentes consommatrices d'eau. Pour les opérations essentielles, des compteurs d'eau supplémentaires sont mis en place afin d'avoir un suivi précis,
- les tests incendie sont reportés,
- les opérations de nettoyage des équipements industriels et/ou des bureaux sont adaptées au strict nécessaire,
- les tests et remplissage des TAR sont effectués hors période sécheresse.

Concernant les prélèvements en eau dès le franchissement du seuil de l'alerte renforcée la valeur limite hebdomadaire de prélèvement est abaissée à 200 m3.

Pour rappel le niveau alerte renforcé a été décrété le 19 juillet et le niveau crise le 10 août 2022.

Les consommations hebdomadaires depuis le 18 juillet (semaine 29) sont les suivantes :

- Semaine 29 : 152,7 m3,
- Semaine 30 : 161,4 m3,
- Semaine 31 : 31,5 m3,
- Semaine 32 : 42,3 m3,
- Semaine 33 : 135, 8 m3.

A noter que le site était fermé pour les congés estivaux les semaines 31 et 32.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Adaptation prescriptions sur prélèvement - sécheresse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/10/2021, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le 31 décembre 2021, l'exploitant transmettra à l'inspection une procédure "sécheresse" dans laquelle il explicitera les différentes mesures mises en place (complétant celles précitées) lors des épisodes de restriction des usages de l'eau en fonction des seuils atteints et des niveaux de plan d'économie à mettre en œuvre. Seront également présentés l'historique des efforts mis en place (investissement, infrastructure, production, restriction.)
Constats : L'exploitant a communiqué une procédure sécheresse (en date du 20 décembre 2020), dans laquelle sont indiqués les mesures mises en place lors des épisodes de restriction des usages de l'eau ainsi que l'historique des efforts mis en place notamment le travail sur la gestion des fuites, la modification des ponts roulants (qui sont désormais contrôlés via des masses et non plus par des poids remplis d'eau), le remplacement du bac de récupération de vernis usagés. Par ailleurs, il est envisagé d'installer des compteurs supplémentaires afin d'affiner le suivi des consommations et de travailler sur les opérations/équipements les plus consommateurs et de proposer des actions de réduction adaptées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet